

**COMITÉ
BAILS**

FOUINEUR LIBRE

Spécial élections

Journal du Comité BAILS

Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve

La campagne électorale est commencée !

ON VEUT DES ENGAGEMENTS !!!

L'équipe du Comité BAILS Il y a près de deux semaines maintenant que les élections ont été déclenchées et notre calendrier commence déjà à déborder. Évidemment, la campagne électorale ajoute plus à notre agenda qu'elle en enlève !

Nous avons déjà, avec le FRAPRU, participé à deux manifestations pour avoir des engagements des deux principaux partis politiques, à savoir le Parti libéral et le Parti québécois. Il y aura beaucoup de travail à faire puisque les plate-formes diffusées jusqu'à présent ne parlent pas ou très peu de logement social.

Le 17 février dernier nous étions dans les rues de Québec afin de réclamer des promesses du Parti libéral du Québec à l'occasion de son conseil général élargi. Nous étions près de 400 militantes et militants des groupes membres du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ). Le rassemblement a été suivi d'une courte assemblée où, en plus de nous réchauffer, nous avons fait le bilan de l'action et annoncer d'autres activités à venir.

Une semaine plus tard, soit le 25 février, nous avons manifesté devant le Centre Lajeunesse, dans le quartier Villeray, où se tenait l'assemblée d'investiture de la candidate péquiste Elsie Lefebvre. Nous étions plus d'une centai-

ne de personnes à exiger des engagements électoraux du chef du Parti québécois, André Boisclair qui était présent.

Ce n'est pas encore fini ! Au moment d'écrire ces lignes, au moins deux autres manifestations sont à prévoir. La première a lieu le 2 mars 2007 devant l'hôtel Reine-Élizabeth, où nous interpellons le Premier ministre Jean Charest. Deuxièmement, nous partons à Québec le 13 mars prochain afin de manifester devant le débat des chefs. Les informations précises sur cette manifestation sont à venir, mais le départ devrait s'effectuer entre 14h00 et 15h00 et le retour entre 22h00 et 23h00. Appelez au comité BAILS pour avoir plus de détails.

Dans Hochelaga-Maisonneuve, nous allons interpellier les candidates et candidats afin qu'elles et ils se prononcent sur nos revendications et celles du FRAPRU (voir page 4). Nous demanderons également des engagements sur l'accessibilité au transport en commun. Nous vous ferons connaître les réponses apportées à nos questions. Nous vous invitons également à une vaste assemblée publique qui aura lieu le jeudi 15 mars 2007 à 18h30. Nous aurons l'occasion de s'exprimer sur les véritables enjeux du quartier et non seulement sur les promesses des politiciens et politiciennes.

Le bilan du gouvernement Charest

La campagne électorale provinciale est déjà amorcée, l'heure est aujourd'hui au bilan du dernier mandat du gouvernement de Jean Charest. Sombre, c'est le mot qui pourrait le mieux s'appliquer à ce bilan, surtout pour les personnes les moins favorisées. Depuis son accession au pouvoir, Charest s'est empressé de mettre de l'avant un programme économiquement néolibéral et surtout très antisocial. Voyons ensemble, ce qu'a représenté ce mandat pour les plus défavorisés.

Pour les assisté-e-s sociaux...

Depuis 2003, l'aide sociale a connu quelques modifications qui suivaient une logique claire, l'insertion au travail. En ce sens, un profond clivage s'est instauré entre les « aptes » et les « inaptes » au travail. Ces derniers sont jugés par le gouvernement comme « méritant » l'aide sociale. L'insertion au travail semble avoir la cote auprès du grand public surtout considérant les différents stéréotypes véhiculés par les médias au sujet des personnes assistées sociales. Au lieu d'essayer de rendre le marché du travail plus attrayant, par des mesures réellement incitatives à l'emploi, le gouvernement a plutôt œuvré pour la dégradation des conditions de vie sur l'aide sociale, par exemple le cas de la « demie-indexation » des prestations des personnes aptes au travail.

Pour les travailleurs et les travailleuses...

Là encore, le gouvernement sortant n'a pas chômé pour détruire des acquis sociaux et organiser le marché de l'emploi à la façon néolibérale. Prenant fait et cause pour la classe patronale, le gouvernement a entamé une lutte sans relâche contre les syndicats et ce autant au niveau du secteur public que privé. L'un des éléments centraux pour les libéraux, c'est la sous-traitance qu'ils ont défendu tout au long de leur mandat. La sous-traitance offre aux employeurs une possibilité de réduction de coût importante, mais aussi une voie pour limiter l'activité syndicale des travailleurs et des travailleuses. La sous-traitance, c'est l'option de l'appauvrissement des travailleurs et des travailleuses qui sont dorénavant obligés de travailler aux mêmes activités, mais à des salaires moindres.

Pour la fonction publique, le règne Charest en fut de constante confrontation qui a culminé par la loi 142 en décembre 2005 qui a imposé les nouvelles conventions collectives. Les gains salariaux, de 12,6% sur 6 ans (2% par an), sont bien en dessous des revendications syndicales, et surtout en-deçà de l'augmentation du coût de la vie. Pis encore, les travailleurs et les travailleuses se sont vu obligé-e-s d'accepter cette nouvelle convention collective, sinon ils et elles pouvaient se faire imposer de graves sanctions monétaires, 500\$ par jour pour l'employé-e et jusqu'à 35 000\$ par jour pour le représentant ou la représentante syndical-e.

Pour les étudiants et les étudiantes...

Sur la question de l'éducation, le gouvernement s'est attaqué une fois de plus aux moins nanti-e-s en allant couper une somme de 103 millions \$ dans le régime de prêts et bourses et en y appliquant une réforme inacceptable pour l'accessibilité à l'éducation. La population étudiante s'est levée

Suite à la page 4

Le Fouineur libre est le journal du Comité BAILS d'Hochelaga-Maisonneuve. Il est rédigé par et pour les membres du Comité BAILS.

Le Comité de Base pour l'Action et l'Information sur le Logement Social d'Hochelaga-Maisonneuve est un organisme sans but lucratif voué à la promotion du logement social. Nous sommes notamment membres du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), du Conseil pour le développement local et communautaire (CDLC) d'Hochelaga-Maisonneuve, de la Table régionale des organismes volontaires en éducation populaire (TROVEP) de Montréal et du groupe de ressources techniques (GRT) Bâtir son quartier.

Toute reproduction est encouragée, à condition d'en mentionner la source.

Le comité BAILS est principalement financé par le SACA.

DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX LOGEMENTS SOCIAUX

1) Une augmentation importante du financement de nouveaux logements sociaux, de manière à accroître le pourcentage de ceux-ci sur l'ensemble du parc de logements locatifs. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement devrait poser les gestes suivants :

- a) un programme permettant la réalisation de nouveaux HLM; le renouvellement, l'accroissement et la bonification du programme AccèsLogis;
- b) un programme provincial d'acquisition de logements locatifs en vue de leur conversion en logements sociaux;
- c) une loi forçant les municipalités à atteindre un minimum de 20% de logements sociaux sur leur territoire;
- d) l'extension du pouvoir d'expropriation et son utilisation par les municipalités à des fins de logement social.

PROTECTION DES LOGEMENTS SOCIAUX EXISTANTS

- 2) La permanence des suppléments au loyer dans les programmes résolution Montréal, Programme Achat-rénovation en coopératives ou en OSBL (PARCO) et AccèsLogis qui commencent à venir à échéance en 2008.
- 3) Le maintien de la tenure de tous les logements sociaux existants dont les conventions viendront à échéance dans les années à venir et le maintien des subventions pour les locataires à faible revenu.

MESURES D'URGENCE

- 4) Le maintien des suppléments au loyer d'urgence pour les 4 150 ménages ayant bénéficié de mesures d'urgence durant les six dernières années, à moins que ces ménages accèdent à un logement social.
- 5) Lorsque des suppléments au loyer d'urgence se libèreront, qu'ils soient attribués à des projets de logements sociaux ou à des logements sociaux existants

LUTTE CONTRE LES ÉVICTIONS

- 6) L'adoption de mesures législative afin d'éviter des évictions pour non-paiement de loyer et la mise en place de dispositions assurant le relogement des ménages qui feront face à cette situation.

DROIT AU LOGEMENT... SOCIAL

- 7) L'adoption d'une politique globale en habitation axée sur le logement social. La reconnaissance du droit au logement dans la charte québécoise, dans l'optique de renforcer les droits économiques, sociaux et culturels de cette charte.

NOMBRES DE LOGEMENTS

- 8) Le FRAPRU exige la construction de 120 000 logements sociaux, dont 60 000 HLM.

face à cette mesure anti-sociale du gouvernement, l'obligeant à reculer et à y réinvestir les sommes coupées. Or, une étude approfondie permet de constater que les coupures ont bel et bien été réalisées les sommes réinvesties ne sont que des transferts du fédéral qui auraient dû aller en éducation de toute façon. La réforme quant à elle n'a jamais été annulée, donc il s'agit d'une victoire au goût amer pour le mouvement étudiant. D'autant que les appels de l'ASSÉ pour la gratuité scolaire n'ont jamais été entendus par le gouvernement (bien au contraire!!!)

Pour les femmes...

Le grand dossier de l'équité salariale dans la fonction publique est enfin réglé! À quel prix cependant? Effectivement, le gouvernement se vantera d'avoir réussi là où le Parti Québécois a échoué, mais ici encore la victoire a un goût d'amertume. Tout au long des négociations dans la fonction publique, le gouvernement a tenté de diviser les travailleurs des travailleuses en liant les revendications salariales de l'ensemble avec les coûts de l'équité salariale pour les femmes. Cette stratégie démontre la mauvaise foi du gouvernement et son esprit de division.

Et le logement dans tous ça?

Le bilan est pauvre et ce n'est pas parce que la situation de la pénurie de logements s'est améliorée. Au contraire, c'est sous le Parti libéral que la crise a atteint son paroxysme, Charest a peu fait pour accroître le parc de logement social de façon à permettre un dénouement favorable aux troubles que vivent les locataires du Québec. Le gouvernement sortant

insiste sur une hausse de 20 000 nouvelles unités de logement social, mais 13 000 d'entre elles sont le fait du gouvernement précédent. Il n'y aurait donc que 7000 nouvelles unités sur quatre ans, donc bien en dessous des revendications du FRAPRU qui exigeait 8 000 nouvelles unités par année.

Plusieurs engagements de Jean Charest n'ont jamais été réalisés par son gouvernement. Ainsi, jamais le droit au logement n'a été inscrit dans la charte québécoise des droits et libertés. Les municipalités n'ont jamais obtenu le droit d'expropriations des immeubles laissés vacants ni les pouvoirs d'organiser la réalisation de développements immobiliers privés comprenant une part de logements à prix modiques.

Au niveau du logement privé, le gouvernement laisse toujours planer l'incertitude face au projet de loi autorisant l'éviction sans audience pour non paiement du loyer. Ce projet de loi est une véritable attaque aux plus démunis, puisqu'il donne un pouvoir immense dans les mains des propriétaires face à leur locataires.

Triste bilan

Comme on le voit, le gouvernement Charest a véritablement lancé une croisade contre les plus démunis en attaquant partout et dans tous les domaines. Nous n'avons pas parlé de l'assurance médicaments, des CPE, des tarifs d'hydro-Québec... Autant de nouveaux éléments qui assombrissent un bilan déjà très sombre!!!

* Texte notamment basé sur *Lutte à la pauvreté : Actions et inactions du gouvernement Charest*, février 2007, MÉPACQ, 12 pages.

PROCHAIN COMITÉ DE MOBILISATION :

MERCREDI 28 MARS À 17h30 pour le souper et 18h00 pour la réunion.



Comité de base pour l'action et

l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve

1455 rue Bennett, Montréal, Qc, H1V 2S5 tél: (514) 522-1817

fax: (514) 522-9863

courriel: bails@bellnet.ca